

Les bahá'ís de France

Communiqué de Presse

Le gouvernement iranien établit un fichier des bahá'ís

Paris, le 27 mars 2006 Les bahá'ís de France ont appris par un communiqué de l'Onu que le gouvernement iranien a entrepris de dresser la liste de tous leurs coreligionnaires en Iran. Ils sont très inquiets pour la vie des 350 000 bahá'ís iraniens, la minorité religieuse non musulmane la plus nombreuse du pays.

L'expert des droits de l'homme de l'Onu, Asma Jahangir, a divulgué le 20 mars une lettre adressée par le chef de l'Etat Ali Khameneï au chef d'état major de l'armée. Dans ce courrier confidentiel, daté du 29 octobre, que l'Onu s'est procuré, il lui demande d'engager les services de renseignement, la police et les gardiens de la révolution dans le recensement des bahá'ís et la surveillance de leurs faits et gestes, dans le plus grand secret. Le caractère exhaustif et confidentiel de cette opération préoccupe vivement les bahá'ís de France.

Cette révélation intervient au milieu d'une campagne contre les bahá'ís dans les médias officiels. "Kayhan," le quotidien de Téhéran proche du régime, a publié ces dernières semaines plus de 30 articles diffamatoires, dénigrant les bahá'ís et déformant leur histoire et leur religion. Les bahá'ís y sont tour à tour accusés d'être des ennemis de Dieu, de l'Islam, des traîtres à la nation, des espions d'Israël et des suppôts de l'Occident. Sans oublier les accusations classiques d'«immoralité» et de «moeurs sexuelles débridées».

Boucs émissaires des tensions politiques et sociales de l'Iran depuis un siècle et demi, les bahá'ís subissent une ségrégation inscrite dès la première constitution de 1906, au seul motif de leurs convictions religieuses. Ils ont aujourd'hui toutes les raisons d'être inquiets. L'établissement de ce fichier et le climat actuel rappellent les campagnes qui avaient annoncé les précédentes vagues de répression massive contre eux. En particulier, celle de 1955, sous le Shah, puis celle de 1979, au lendemain de la révolution islamique: arrestations, tortures, exécutions, maisons et fermes détruites, biens confisqués, commerces et entreprises brûlés et saccagés, cimetières profanés et rasés, cercueils exhumés, monuments historiques et lieux saints confisqués ou détruits, fonctionnaires licenciés, retraités contraints de rembourser leurs pensions, enfants et jeunes renvoyés des écoles et universités.

L'intervention de l'ONU et les protestations des médias –notamment français dès 1980 –et de l'opinion publique internationale avaient joué un rôle déterminant pour empêcher l'éradication de cette minorité en Iran. La répression ne s'est pourtant jamais arrêtée. Elle a revêtu depuis des formes plus subtiles (mémoire Golpaygani de 1991). Les bahá'ís sont désormais des « infidèles non protégés », des «non-citoyens» (rapport FIDH), exclus de l'emploi public et discriminés dans le privé, soumis à l'arbitraire de la justice et de l'administration. Ils résistent, sans violence. Témoin, le réseau d'enseignement supérieur qu'ils ont sur mis pied pour former leurs jeunes, exclus des universités.

Aujourd'hui, l'inquiétude est à nouveau vive. En parler, c'est à nouveau tenter de les protéger.

La Foi bahá'íe, née en Perse au 19ème siècle, compte quelque 5 millions de fidèles dans 235 pays et territoires, dont 5000 en France. Sans clergé, elle s'organise sous la forme de conseils élus. Pour les bahá'ís, il n'y a qu'un seul Dieu, inaccessible, mais source d'inspiration; les religions du monde sont des chapitres de l'éternelle révélation de Dieu aux hommes, et l'humanité une seule race vouée à apprendre à vivre en paix. « La Terre n'est qu'un seul pays et tous les hommes en sont les citoyens », selon leur fondateur. Ils oeuvrent pour la condition de la femme, l'éducation, la santé et le développement durable.

Contact Brenda Abrar 06 14 81 73 98 / brenda9@free.fr **Infos** <http://www.bahai.org/iranthreat>